

Les familles expulsées de Cachan doivent être relogées tout de suite

Les Présidents de groupes du Conseil régional, Jean-Paul Planchou (PS), Jean-Vincent Placé (Les Verts), Gabriel Massou (CACR), Guillaume Vuilletet (MRC), ont été reçus, à leur demande, par le Préfet de Région d'Île-de-France en présence du Préfet du Val de Marne.

Gabriel Massou a attiré l'attention des Préfets sur la situation extrêmement préoccupante que connaissent plus de 200 personnes, dont de nombreux enfants. Depuis le 17 août, suite à l'évacuation du squat de Cachan ils sont entassés dans un gymnase de la ville de Cachan, mis à disposition par le maire. Les conditions d'un sinistre humanitaire s'accroissent au fil des jours.

Les Présidents de groupe ont fait part de leur indignation devant ces expulsions sans solutions de rechange viable pour les familles.

Gabriel Massou a rappelé : d'une part, l'ampleur de la mobilisation des collectivités locales, des élus, des associations, des citoyennes et des citoyens engagés dans l'accompagnement sanitaire, social et alimentaire des familles et des personnes expulsées et d'autre part, la responsabilité de l'Etat, à l'origine de ce drame.

Face à l'inertie de l'Etat, le Président du Conseil général du Val de Marne, les Maires de Cachan et Limeil-Brévannes ont fait une proposition visant à répondre à l'urgence de cette situation. **Les Présidents de groupes ont demandé aux Préfets qu'elle soit examinée et mise en œuvre dans les meilleurs délais.**

Ils se sont vus opposer à un refus catégorique des Préfets.

Au-delà de cette urgence il convient de tout mettre en œuvre dès maintenant pour régler de manière durable la question du relogement de toutes ces personnes. C'est pourquoi, **Gabriel Massou a insisté sur l'importance de la mise en place par le Préfet de région, d'une table ronde, au niveau de l'Île-de-France,** rassemblant largement les acteurs régionaux susceptibles d'apporter des réponses concrètes à ces populations en souffrance.

Le groupe CACR réaffirme sa solidarité aux familles en détresse. Les conditions de vie déplorable dans lesquelles l'Etat les a installées sont intolérables et heurtent nos consciences. Nous devons tout faire pour qu'elles cessent.